

France, pays malade : état d'urgence

La barbarie vient donc d'ensanglanter Paris. 130 morts, 352 blessés. En France comme dans le monde, on sait la terrible émotion qu'a suscitée la tragédie, qui nous partage entre tristesse et révolte. Le glas a sonné à Notre-Dame. Le pays a connu, pour la première fois de son histoire, un deuil national de trois jours, et le gouvernement vient de proclamer l'état d'urgence, qui, au vu de circonstances exceptionnelles, ouvre pour trois mois le temps de l'état d'exception. Pour autant, en reprenant la formule en un autre sens, *l'état d'urgence* règne en France depuis longtemps, de manière quotidienne et ordinaire, même si bien des esprits refusent d'admettre cette évidence. Au-delà du traumatisme, au-delà de la stupeur qui nous saisit devant la terreur islamiste, capable d'assassiner froidement tant d'innocents, il faut dire aussi, sans ambages, les réalités qui font aujourd'hui de la France un pays malade, fragile, exposé, et qui devraient la conduire au courage d'affronter enfin, et d'urgence, la gravité de sa situation.

La première question s'impose : pourquoi ces attentats, alors qu'ils étaient prévisibles, et même prévus – depuis des semaines, des mois, des années ? Mon ami Kostas Axelos, philosophe aujourd'hui disparu, qui avait connu la Résistance et la guerre civile en Grèce, me disait souvent, dans les années 2000, que le temps viendrait bientôt de gens armés venant de banlieue descendant sur Paris et tirant sur la foule. Depuis les crimes de janvier dernier, tout indiquait que les attentats se reproduiraient. Et en effet, depuis quelques semaines, l'hypothèse de l'attentat était devenu une certitude : on en ignorait simplement le moment. Or, malgré les signes, rien n'a été fait pour anticiper l'événement. Officiellement, la France était en alerte ; ce qu'on appelle pompeusement le plan Vigipirate était en vigueur. Mais sans aucune efficacité ; il se réduisait à quelques soldats déambulant dans les gares... Les responsabilités se sont donc dérobées, et la première urgence est bien de poser la question de ces responsabilités devant une telle défaillance. Ou une telle faillite. Les questions sont simples. Pourquoi ne pas prévenir la nation des dangers qu'elle court à un moment précis ? Pourquoi ne pas dire que la vigilance est absolument de mise ? Serait-ce parce qu'il ne faut pas affoler les populations ni décourager les touristes potentiels ? Pourquoi faut-il avoir tant tardé à mettre en œuvre, depuis des années et ces derniers mois, tous les moyens de police, de justice et de renseignement, sur le terrain et sur Internet ? Pourquoi ne pas avoir expulsé les imams qui prêchent la haine ? Pourquoi ne pas avoir pris toutes les mesures nécessaires à l'égard de tous ceux qui étaient connus pour leur radicalisation islamique et qui étaient même déjà fichés « S » – c'est-à-dire « sécurité » ? La France n'a pas su se protéger. Par négligence ? Par excès de confiance ?

De plus, une fois l'événement advenu, comme c'est le cas aujourd'hui, nous nous demandons pourquoi *jamais* un homme politique, en France, n'a le courage de dire sa responsabilité et d'avouer s'être trompé. « Responsable mais pas coupable » : c'est la formule sidérante qu'avait trouvée une ministre dans les années quatre-vingt, et qui continue à valoir pour la défense des gouvernants ! Pourquoi nos politiques sont-ils toujours si contents de tout ce qu'ils font ? Pourquoi tant de discours d'autosatisfaction, même dans le pire ? Parce qu'il ne s'agit pas de compromettre sa carrière ? Parce qu'il ne faut pas risquer de voir son parti perdre les prochaines élections ? Tout, sauf le courage de reconnaître ses erreurs ou ses errements.

La faillite la plus évidente est aujourd'hui que le pays n'est plus en mesure d'assurer sa sécurité. La France n'est plus capable de faire face aux situations périlleuses qu'elle a à affronter, alors qu'elle s'est bien mise elle-même dans le piège qui se referme sur elle. Ce pays a une double faiblesse que reconnaissent les experts quand ils ont un peu d'honnêteté : relative faiblesse de ses forces armées, relative faiblesse de ses services de renseignement. L'armée française n'est pas en mesure de mobiliser assez de forces dans les conflits où le

pays l'a engagée, et on sait que l'aviation est une arme insuffisante dans les types de guerre actuels. Si elle intervient seule, son action est vouée à l'échec. Quant aux services de renseignement, voilà des années qu'on sait qu'ils ont perdu le sens et le contact du terrain, qui demeure pourtant, malgré les mutations technologiques, l'outil le plus efficace. Pire : quand le renseignement fonctionne, il est trop peu ou trop mal suivi sur le terrain de la décision et de l'action. Les personnes fichées et connues continuent d'opérer, comme ce vient d'être le cas du responsable des derniers attentats. Ajoutons que la France n'est pas un pays de tradition sécuritaire, et qu'en ce sens elle demeure, plus que d'autres, un pays exposé aux périls et peu capable de se défendre face à un ennemi de l'intérieur. Or voilà que malgré cette triple réalité qui la rend vulnérable, la France affiche des ambitions militaires et idéologiques, la France fait dans le genre héroïque voire bravache. Ce qui l'expose donc davantage aux mauvais coups. Il est urgent de comprendre quels risques nos gouvernants font courir à notre pays. Par irréalisme aveugle. Par forfanterie naïve.

Cette attitude est d'autant plus grave qu'à l'heure actuelle la France n'est pas un pays doté de l'énergie d'un pays combattant. Nous sommes à des années-lumière de la France de 1914. Non seulement nous n'avons plus de service militaire, mais la France d'aujourd'hui est un pays divisé, en proie au doute et à l'indécision ; c'est même un pays dépressif, qui détient des records dans la consommation de somnifères et d'anti-dépresseurs. Bref, à défaut d'utopies, la France d'aujourd'hui, toutes générations confondues, a besoin de s'étourdir pour ne pas regarder en face les signes de son déclin, la réalité du chômage, les déficits budgétaires, le poids grandissant des impôts, la fuite de ses jeunes diplômés qui partent en nombre à l'étranger, découragés par une société qu'ils considèrent comme bloquée et sans perspectives... C'est bien l'un des paradoxes du narcissisme cocardier que de prétendre au rang de grande puissance quand les forces matérielles et morales du pays ne lui permettent plus d'être à la hauteur de ses ambitions.

Parmi les inquiétudes qui travaillent en profondeur notre pays, il y a cette troisième urgence qui n'est pas nouvelle, mais qui demeure désormais une hantise : la réalité des banlieues. Autour de Paris, mais tout autant à Grenoble, à Toulouse et ailleurs, nos banlieues sont les lieux dans lesquels la propagande islamiste a fait le plus facilement son travail et son lit. Il y a longtemps que les gouvernants connaissent l'urgence du problème, notamment depuis les émeutes de 2005. Depuis cette date, malgré quelques bonnes volontés et quelques petites décisions, rien n'a vraiment changé. La vie des immigrés est confinée dans de tristes immeubles, gangrenés par des trafics en tous genres, trafic de drogue, trafic d'armes, auxquels s'adonne une jeunesse désœuvrée. Depuis vingt ans on sait que bien des quartiers sont interdits à la police elle-même, qui n'a aucune envie d'y entrer, alors qu'il est bien connu que des stocks d'armes sont entassés dans les caves des immeubles. Pire : on sait qu'il existe parfois une sorte de compromis tacite entre police et trafiquants : si la police ne les dérange pas, ils lui assurent la tranquillité de la zone, c'est-à-dire l'absence d'émeutes.

C'est l'échec reconnu de toutes les « politiques de la ville » menées depuis trente ans. Traverser les banlieues parisiennes vous donne souvent le frisson. Tout vous paraît étranger dans ces no man's land qui n'ont pas d'horizon. On se demande si les habitants savent ici ce qu'est la douceur de vivre. Quant à l'école, elle n'offre aucun avenir véritable. On peut affirmer aujourd'hui que, malgré les beaux discours, l'école française et républicaine a perdu la partie. Les établissements scolaires des banlieues sont à juste titre réputés difficiles, classés en « zones prioritaires », où la plupart des élèves sont voués aux ghettos. Il faut avoir vécu la sortie d'une école primaire en banlieue (mais tout autant dans certains arrondissements de Paris) : vous êtes au milieu des femmes voilées qui attendent leur enfant, et vous avez la dure impression désormais que l'étranger, voire l'exclu, c'est l'enfant blond aux yeux bleus : c'est à lui de s'adapter à un milieu qui n'est pas le sien et qui parfois le lui fait comprendre, malgré des traces de camaraderie. C'est là d'ailleurs l'une des raisons des succès récents de l'école privée, dans la France entière. L'une des solutions les plus simples qui s'offre aux jeunes de ces banlieues, c'est de survivre par la délinquance et les trafics ; peu sortent de ces lieux d'exclusion, où la vie se déroule sur fond d'échec économique et d'échec scolaire, sur fond de blessures historiques et de malaise identitaire.

Il n'est dès lors pas étonnant que ces banlieues soient un vivier de l'islamisme radical. Les petits délinquants se radicalisent au contact d'imams prosélytes, parfois dans des mosquées clandestines, et parfois dans les prisons, qui donnent aux recruteurs l'occasion et le loisir de convaincre et de convertir. L'un de ceux qui ont perpétré le dernier attentat parisien ne fait pas exception à la règle : c'était un petit délinquant de Chartres, dont le casier judiciaire se limitait à des délits mineurs, qui était fiché pour des raisons de sûreté, mais n'avait jamais connu la prison. Il avait suivi, près de Chartres, un islamiste radical venu faire sa

propagande. Il semble qu'ensuite il ait séjourné en Syrie, sans avoir été pour autant interrogé ni suivi à son retour... Ce cas est exemplaire et fréquent. Les auteurs d'attentats ont tous le même profil, ils sont le plus souvent connus des services de l'antiterrorisme, et ils passent à l'acte sans encombre. En France comme en Belgique.

Cette réalité de l'islam des banlieues est bien connue, mais elle est devenue plus périlleuse depuis que les délinquants radicalisés ont entrepris de partir en Syrie (via la Turquie), où ils reçoivent des formations militaires accélérées. Elle met désormais en question la grande idée française, la fameuse laïcité, dont on se prévaut avec une fierté universaliste, alors qu'elle n'est qu'un cas d'exception et qu'elle est souvent très mal définie ou très mal comprise par ceux-là mêmes qui s'en réclament. Aujourd'hui, ses partisans idéologiques doivent affronter l'évidence : la laïcité est suicidaire puisqu'elle tolère sur le sol français des pratiques religieuses qui prétendent, au nom d'Allah, détruire le pays qui les accueille. Et jusqu'où la laïcité peut-elle donc tolérer une religion qui est aussi, en son essence, de visée politique, et qui porte avec soi, notamment quant aux femmes, des valeurs qui sont en contradiction avec celles que défend a priori cette laïcité républicaine ? On peut multiplier les exemples. J'en prends quatre : on apprend ainsi qu'à la RATP des conducteurs de bus musulmans refusent de prendre le volant d'un véhicule sous prétexte qu'il était précédemment conduit par une femme ! Plus inquiétant encore : voyageant dans le métro parisien avec un ami arabisant, j'ai déjà eu l'occasion, comme d'autres, de saisir les propos méprisants voire insultants envers la France et les Français tenus par des groupes de jeunes. On sait aussi, par exemple, qu'après les attentats de janvier des élèves des écoles primaires avaient refusé, en ricanant, de respecter la minute de silence demandée par les instituteurs ! Enfin, entre autres, dès le lendemain des derniers attentats, dans une station du métro parisien, un passant a filmé une scène inouïe, diffusée sur Internet : on y voit une femme voilée accompagnée de deux hommes, qui déploie le drapeau de Daesh et qui proclame de façon ostensiblement guerrière la fierté qu'elle ressent à brandir ce drapeau...

L'autre urgence, c'est donc aussi celle qui tient à la situation véritable des liens de la France avec les pays arabes, dans leur diversité et leur complexité. L'état d'urgence, c'est celui dans lequel nous a placés la politique étrangère de la France avec ses errements, voire ses contradictions. La première question à poser, en ce sens, est celle des relations de la France avec les pays du Golfe, et notamment le Qatar. Omniprésent dans le rachat de certains hôtels de luxe, propriétaire du club de football de Paris, le Qatar a proposé de mettre de l'argent au service des banlieues. Le Qatar n'est pas qu'une institution charitable, mettant ses finances à la disposition des pauvres banlieusards. Certains experts ont déjà dénoncé la stratégie de la « dissimulation » pratiquée par ce pays, selon laquelle le pragmatisme économique représente la part visible de l'activité, tandis que le prosélytisme religieux en est la partie cachée. Or, en la matière, le prosélytisme religieux se fait au profit de ce qui se nomme un néo-wahhabisme, c'est-à-dire d'un intégrisme musulman d'un nouveau style, spécifiquement qatari, qui vise à asseoir l'influence du wahhabisme sur l'Islam. Les intérêts économiques et financiers ont aveuglé nos gouvernants : ils auraient dû réfléchir un peu plus à la nature de nos relations avec les pays du Golfe, dont le libéralisme économique excuse trop souvent les positions et les actions fondamentalistes. Comment peut-on croire que quelques jours après les derniers attentats notre Président de la République ait reçu cette semaine, en visite officielle, le Premier ministre du Qatar ?

De manière générale, la France se pose trop peu de questions à propos du Moyen-Orient, ce qui conduit sa politique extérieure à des naïvetés et à des simplismes qui la condamnent aux erreurs. La France est entrée sans précaution naguère dans le piège libyen, aujourd'hui dans le piège syrien, avec une grande méconnaissance de la complexité souvent inextricable des enjeux qu'il n'est pas possible d'exposer ici – tels ceux, notamment, qui sont liés aux luttes historiques entre sunnites et chiïtes, compliqués de toutes leurs variantes contemporaines. Au-delà du problème de la réalité de ses forces, l'entrée en guerre de la France a été jusqu'ici assez inefficace et dangereuse dans ses conséquences. Elle a alimenté une surenchère naissant de la crise économique qui frappe les couches musulmanes, tant en Europe qu'au Moyen-Orient, et qui conduit partout les minorités à se solidariser au nom d'un Islam radical, qui attaque autant les musulmans traditionnels que les Européens, considérés comme dégénérés : c'est là l'idéologie qui se nomme le « takfirisme », fondé dans les années 70.

Si l'État islamique (Daesh) est ce monstre qui est né et s'est développé en grande partie grâce à des pêcheurs en eau trouble – l'Arabie Saoudite notamment, mais tout autant la Syrie et quelques pays Occidentaux – qui

ont cherché à instrumentaliser le djihadisme, il n'en reste pas moins que les racines de Daesh sont lointaines et fortes. Elles puisent dans le rêve ancien déjà de restaurer le califat, aboli en 1924, et nourrissent le projet d'un État parfaitement maître de ses finances, de son organisation administrative et de sa puissance militaire. Contrôlant à présent une zone plus vaste que le Royaume-Uni, Daesh s'avère être la formule capable de fédérer tous les malaises de l'identité musulmane, toutes les humiliations historiques et présentes, au nom d'une solidarité qui s'accroît d'une dimension apocalyptique et nihiliste : la mort est valeur et victoire. En ce sens, la France a méconnu, et méconnaît encore – pour des raisons internes – la réalité vraiment islamique de Daesh et a peu compris encore que le combat contre « l'État islamique », tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, passe par des voies plus nombreuses, plus complexes, et sans doute plus rusées que celles qui ont été empruntées jusqu'à aujourd'hui.

Qui plus est, la stratégie interne de nos gouvernants visant à renforcer en France un Islam officiel et bien pensant a parfaitement échoué. Là encore, ils n'ont pas mesuré combien était simpliste la politique choisie face à l'urgence. En ce sens, il paraît aujourd'hui que les dignitaires musulmans de l'Inde, ainsi que ceux du Maroc, auraient lancé une fatwa contre Daesh, en l'accusant de trahir Allah et l'Islam. On eût aimé que les musulmans de France s'engagent les premiers, ou à leur tour, dans cette voie. Mais l'embarras qui les caractérise depuis longtemps continue, semble-t-il, à les paralyser.

La cinquième urgence concerne la France en Europe. Il devient de plus en plus clair que l'Europe paye aujourd'hui son incapacité à envisager autre chose que l'économie et les finances. L'Europe n'a pas de politique extérieure commune, pas de défense commune, pas de stratégie policière commune. Après les attentats de janvier dernier, la Commission européenne a affirmé que seuls les États disposaient de services de renseignement et étaient en mesure d'évaluer la gravité d'une menace. En France, les autorités, qui étaient opposées à toute mesure d'urgence, ont néanmoins demandé à l'Union européenne trois mesures visant à faciliter l'échange des renseignements, avec notamment un accord sur la circulation aérienne. La proposition a été bloquée par le Parlement européen, où les députés français eux-mêmes ont souvent voté contre. Que la Belgique ait pu constituer la base arrière des attentats de Paris, alors que, là aussi, les djihadistes étaient très bien connus, prouve à quel point les gouvernants de presque tous les pays européens sont responsables des mêmes erreurs. Le plus souvent par idéologie. L'Union européenne est donc incapable de prendre la mesure de la gravité d'une situation qui s'est clairement dégradée depuis deux ans, ni de réagir rapidement face aux événements, parce que la lourdeur de l'appareil de décision accroît encore sa paralysie.

Il devient évident que cette Union européenne n'a pas été pensée pour évoluer face aux défis du monde contemporain. Elle repose sur les schémas d'une situation historique dépassée, elle n'a pas su poser clairement ses fondements ni réfléchir à ses frontières non plus qu'à l'articulation entre le national et l'euro-péen, en confondant nation et nationalisme. Et ni par la pensée, ni par sa structure, ni par ses hommes, elle n'a pas le pouvoir de se transformer pour répondre aux situations nouvelles qu'elle doit affronter. Inutile ici de commenter davantage l'invraisemblable traitement de la question des migrants, dont on sait aussi que certains sont ou des terroristes infiltrés ou des mafieux – tel celui qui, venant de Syrie et passant en Europe par l'île de Lérós, a sans doute participé aux derniers attentats parisiens. On s'étonne d'ailleurs que depuis la tragédie un seul député français ait demandé un moratoire de trois mois sur la question des migrants.

L'unité européenne est plus que jamais en péril dans la mesure où les résurgences identitaires sont le produit des errements politiques de l'Union : on voit mal sur cette base comment elle pourrait aujourd'hui trouver les moyens de sa sécurité. On doit ajouter à ce tableau un détail important : elle n'a toujours pas accepté de mettre en place les outils ni les moyens nécessaires à la lutte contre les pratiques financières criminelles, c'est-à-dire contre les systèmes mafieux qui se sont renforcés en Europe, et dont le djihad fait aussi ses profits.

Enfin, urgence ultime, qui devrait être aussi la première en droit, parce qu'elle est de nature philosophique. Il importerait aujourd'hui de reprendre sur des bases nouvelles la réflexion sur les fameuses « valeurs » que la France a tendance à afficher à la face du monde comme une preuve de sa supériorité historique. C'est une tâche urgente parce qu'il n'est plus possible de confondre valeurs et mythologies, et de se repaître

d'illusions ou d'incantations qui ont le double tort d'étourdir les esprits et de faire vivre le pays dans un déni de réalité. La réflexion doit impérativement reprendre ses droits, au lieu de laisser les idéologues de tout poil et les politiques formés au même moule manipuler les esprits au service de leurs intérêts de caste.

Il faudra bientôt en finir avec le narcissisme à la française, qui devra bientôt admettre la réalité d'un évident déclin. Le système scolaire est en train de s'effondrer, et avec lui la culture fondamentale qui lui était traditionnellement associée, et à laquelle les idéologues nous ont demandé de renoncer au nom de l'égalitarisme, sous prétexte que la culture serait élitiste. Avec la culture, c'est aussi la langue qui est chez nous en péril, parce qu'elle n'est plus enseignée pour les mêmes mauvaises raisons de cet égalitarisme niveleur. On apprend qu'aujourd'hui, par exemple, l'administration envoie des circulaires demandant aux fonctionnaires et employés de renoncer à l'usage de certains mots. Nous voici désormais profondément menacés par la langue de bois, par les sabirs de l'illettrisme galopant, qui rend impossible le jugement et l'expression de chacun. Nous voici menacés, tout autant, par la pensée unique répandue par les prétendues élites, représentées par les éternelles mêmes figures, qui règnent sur des médias complaisants, et qui contribuent à faire peser sur les esprits une censure blanche qui n'a rien à envier au décervelage des pratiques totalitaires.

Il faudra rouvrir d'autres débats, dont nous nous limiterons ici à donner la liste pour clore ces lignes. Il faudra reprendre la question de la laïcité, ce mot-valise qui autorise toutes les simplifications et même toutes les lâchetés démagogiques. Si la complexité du sujet dépasse le cadre de cet article, on peut affirmer cependant qu'il faudra bien un jour montrer les limites voire les dangers d'une idéologie laïque qui hésite le plus souvent entre la tolérance minimale du fait religieux et l'hostilité avérée aux conceptions religieuses de la vie – dans la tradition de la loi de 1905, née dans un contexte historique d'hostilité déclarée au catholicisme.

Il faudra reprendre en France la question du religieux, et celle du christianisme en particulier, qui hérisse tant et toujours l'athéisme parfois intégriste d'une bonne partie des politiques. Nous rappellerons simplement ici la déclaration de Monseigneur Nona, l'archevêque catholique chaldéen de Mossoul, prémonitoire puisqu'elle date du mois d'août 2014 : « Nos souffrances actuelles sont le prélude de celles que vous, les Européens et les Chrétiens occidentaux allez souffrir dans un proche avenir. Vos principes libéraux et démocratiques ne valent rien ici. Vous aussi vous êtes en danger. Vous devez prendre des décisions fortes et courageuses, même si elles heurtent vos principes... »

Avec celle du christianisme, il faudra reprendre de manière croisée la question de l'Islam, celle de l'immigration en général, celle de la tolérance et celle des limites de la conception dite multiculturelle des sociétés, qui demeure aujourd'hui l'idéologie en vogue. Enfin, et plus largement, il faudra bien un jour reposer, la question de la civilisation et de la barbarie, dont les formes, désormais, ne sont pas si évidentes à définir.

En retour il faudra se demander ce que peut offrir la société française à sa jeunesse. Si la France désire avoir à nouveau un destin et ne pas renoncer définitivement à soi, il faudra bien qu'elle sache dépasser l'obsession de la croissance comme seul remède à toutes ses faillites et ne pas se contenter de l'ouverture culturelle comme seule destination et surtout comme seule incantation. La France doit repenser son avenir, à moins de finir en pays muséal et touristique, célébré pour ses vins et ses fromages, et réduit à la célébration rituelle de son patrimoine. Qu'a-t-elle à offrir, s'il est vrai que l'avenir ne saurait se réduire à la technologie du TGV et au nucléaire ? La société française doit s'interroger sur ce qu'elle offre comme espérance : dès lors, comme d'autres, elle doit s'interroger sur le sens de la jouissance consummatrice comme seul horizon d'existence ; elle doit s'interroger aussi sur un phénomène plus grave, celui de la souffrance psychique de bien des jeunes qui, soumis à la peur des maladies sexuellement transmissibles et nourris de toutes les addictions, sur fond d'absence de tout idéal, sont aussi les otages du virtuel et sont enfermés dans un isolement quasi schizophrénique. Cette perte du sens du réel est un enfer, qui devient un lot commun, et qui n'est pas réservé aux jeunes des banlieues. Et n'y a-t-il pas une étrange proximité entre la drogue dont la consommation ne cesse d'augmenter dans les pays qui ont oublié toute vie spirituelle et la drogue (le « captagon ») que l'on donne aux djihadistes pour leur faire oublier la peur et pour élever le niveau de leurs performances criminelles ? Ici et là, des sociétés droguées, les unes capables du crime froid, les autres incapables de lui faire face.

Ce qui peut apparaître, certes, comme un terrible raccourci permet aussi d'entrevoir la puissance du phénomène contemporain qui nous assaille et nous met tous en péril : le phénomène du nihilisme. C'était déjà le nihilisme des jeunes terroristes russes à la fin du XIX^e siècle, c'est le nihilisme si bien thématiqué par la pensée de Nietzsche. Nihilisme, apocalypse. D'un côté le triomphe d'une culture de la mort au nom d'un prophétisme morbide ; de l'autre l'abaissement de l'esprit et de la sensibilité dans l'hédonisme consommateur, dans l'irréalité des addictions et dans les mondes virtuels.

Il devient vital pour la France et pour l'Europe de s'interroger sur l'horizon qui donne aujourd'hui le sens de la vie. L'impératif catégorique, c'est un devoir de civilisation, qui doit s'attacher à définir le sens de l'existence humaine, là où s'articulent vie personnelle et vie en commun, vie matérielle et vie spirituelle, immanence et transcendance. Nous sommes sans doute sur le seuil d'une « décivilisation » inédite. Nous sommes en état d'urgence.

Jean Lauxerois

Philosophe, écrivain et traducteur